

Audience publique du 27 décembre 2007

Recours formé par

..., ...

contre

une décision du **directeur de l'administration des Contributions directes**

en matière de remise d'impôts

-

Vu la requête, inscrite sous le numéro 22030 du rôle, déposée le 17 octobre 2006 au greffe du tribunal administratif par la société anonyme ..., ..., établie et ayant son siège social à ..., représentée par son administrateur-délégué, tendant à la réformation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 18 juillet 2006 portant rejet de sa demande de remise gracieuse d'impôts ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 17 janvier 2007 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 16 février 2007 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision entreprise ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur ..., en sa qualité d'administrateur-délégué de la société anonyme ..., ..., en ses explications et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en sa plaidoirie.

-

La société anonyme ..., ..., ci-après désignée par la « société ... », a été fondée au cours du mois de septembre 2002 avec un capital de 31.000 €, suivant les explications non

contredites en cause, avec comme objet social essentiellement la commercialisation d'assurances-vie « *en unités de compte de type dédié* ».

A défaut d'avoir déposé les déclarations d'impôts afférentes, la société ... s'est vu taxer d'office à l'impôt sur le revenu des collectivités pour les années 2002 et 2003 ainsi qu'en ce qui concerne l'impôt sur la fortune pour l'année 2004.

Par courrier du 23 juin 2006, Monsieur ... s'adressa, sur le papier à entête de la société ..., au directeur de l'administration des Contributions directes afin d'introduire une demande de remise gracieuse des taxations en question. Le directeur rejeta cette demande à travers une décision en matière gracieuse du 18 juillet 2006 (n° du rôle GR 111.06) libellée comme suit :

« Vu la demande présentée le 29 juin 2006 par le sieur ..., au nom de la société anonyme ..., établie à ..., ayant pour objet une remise d'impôts et d'intérêts par voie gracieuse concernant les années 2002 et 2003 ;

Vu le paragraphe 131 de la loi générale des impôts (AO), tel qu'il a été modifié par la loi du 7 novembre 1996;

Considérant que la demande conteste au fond la taxation établie d'office pour les années en question ;

Considérant que les bulletins d'impôt visés par la demande sont coulés en force de chose décidée;

Considérant que d'après le paragraphe 131 AO une remise gracieuse n'est envisageable que si, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable, la perception des impôts apparaît comme constituant une rigueur incompatible avec le principe de l'équité ;

Considérant que la requérante, malgré maints rappels, sommations et fixation d'astreintes, n'a pas donné suite aux injonctions administratives de remettre les déclarations en cause;

Considérant que dans le cas d'espèce, le bureau d'imposition a procédé à bon droit à la taxation des bases d'imposition pour l'impôt sur les collectivités et l'impôt commercial communal de la requérante sur base du paragraphe 217 AO, compte tenu des données de la cause ; que la requérante doit s'imputer à elle-même les conséquences éventuellement désavantageuses de la taxation (cf. Conseil d'Etat du 11 avril 1962 N°5742 et Cour adm. du 30 janvier 2001, N°12311C) ;

Considérant que la remise de déclaration après imposition ne doit impliquer un redressement des bases d'imposition évaluées et du bulletin d'impôt coulé en force de chose décidée ;

Force est de constater que le moyen invoqué s'analyse en une contestation de la légalité matérielle de l'imposition, étrangère en tant que telle à la matière gracieuse (cf. T.A. N°11196 du 27.10.99 et confirmé par C.A. N°11703C du 30.03.2000) ;

Considérant qu'une rigueur subjective ne saurait être admise dans le présent cas;

Considérant que partant les conditions pouvant légalement justifier une remise gracieuse ne sont pas remplies ; ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 17 octobre 2006, la société ... a fait introduire un recours contentieux tendant à la réformation de cette décision directoriale de rejet du 18 juillet 2006.

Conformément aux dispositions combinées du paragraphe 131 de la loi générale des impôts, dite « *Abgabenordnung* », ci-après dénommée « AO », et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours introduit contre une décision du directeur portant rejet d'une demande de remise gracieuse d'impôt. Le tribunal est partant compétent pour connaître du recours en réformation.

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement conclut à l'irrecevabilité du recours au motif que « *le recourant* » ne serait pas partie à la décision du directeur, celle-ci étant dirigée contre la société Il fait dans ce contexte valoir que le seul fait que la requête introductive d'instance soit couchée sur du papier à entête de la société ... ne serait pas déterminant, alors que ce serait Monsieur ..., en son nom personnel, qui aurait sollicité la remise des impôts, dans son intérêt personnel, en faisant état de la disparition de ses principales sources de revenu, de sa crise personnelle ainsi que de son manque de moyens. Le représentant étatique insiste encore sur le fait que les dettes d'impôt litigieuses ne seraient pas des dettes personnelles de Monsieur ... mais qu'elles incomberaient à la société.

Dans son mémoire en réplique, la partie demanderesse fait état de ce que Monsieur ... aurait introduit la requête sous analyse en sa qualité d'administrateur-délégué de la société ..., en expliquant que son implication personnelle dans « *cette affaire* » serait tellement forte qu'il aurait omis de préciser dans la requête introductive d'instance qu'en signant celle-ci il aurait nécessairement agi en sa qualité de représentant légal, à savoir d'administrateur-délégué, de la société

Il échet de se référer à la requête introductive, déposée au greffe du tribunal le 17 octobre 2006, rédigée sur du papier à entête de la société ... et signée par Monsieur ..., celui-ci n'ayant toutefois pas précisé la qualité en laquelle il a estimé devoir agir à l'époque. La présentation et le contenu de ladite requête ensemble avec les explications complémentaires fournies dans le mémoire en réplique établissent toutefois à suffisance de droit que c'est la société ... qui a introduit le présent recours, et que Monsieur ... a rédigé et signé celui-ci en sa qualité de représentant légal de la société. Cette conclusion s'impose au-delà des termes parfois malencontreux utilisés essentiellement dans la requête, qui ne sont toutefois pas de nature à énerver ce qui précède, dans la mesure où le recours a été introduit par une personne qui n'est pas un professionnel du droit ni nécessairement familier avec les obligations procédurales applicables.

Le délégué du gouvernement conclut encore à l'irrecevabilité du recours dans la mesure où celui-ci semble également avoir pour objet de solliciter la remise de l'impôt sur la fortune, ce qui constituerait, d'après le représentant étatique, une demande nouvelle.

La partie demanderesse n'ayant pas pris position par rapport à ce moyen d'irrecevabilité ni dans son mémoire en réplique ni au cours des plaidoiries, il échet de faire droit à la demande de l'Etat et de déclarer le recours irrecevable dans la mesure où la demanderesse sollicite également la remise de l'impôt sur la fortune, étant donné que la décision directoriale entreprise ne porte que sur une demande « *ayant pour objet une remise d'impôts et d'intérêts par voie gracieuse concernant les années 2002 et 2003* » et non pas une demande tendant à se voir remettre les impôts sur la fortune pour l'année 2004.

Le recours en réformation est à déclarer recevable pour le surplus pour avoir été introduit par ailleurs dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours, la demanderesse, pour justifier sa demande de remise gracieuse, fait état, d'une part, de la situation économique extrêmement difficile en raison de l'impossibilité de poursuivre les activités professionnelles pour lesquelles elle a été créée en raison de modifications législatives décidées dans les pays cibles où se trouve sa clientèle, ayant eu pour conséquence un arrêt de ses activités en septembre 2004 et la mise de la société « *temporairement en veille* » et, d'autre part, d'une crise personnelle de l'administrateur-délégué ayant eu pour conséquence notamment qu'il ne pouvait plus continuer à exercer ses activités professionnelles et notamment respecter ses obligations fiscales. La demanderesse explique que ces différents problèmes ont notamment eu pour conséquence les taxations d'office pour les années 2002 et 2003 du fait pour l'administrateur-délégué de ne pas avoir pu respecter les délais en vue de la remise des déclarations d'impôt afférentes.

En ce qui concerne sa situation financière actuelle, la demanderesse fait état de ce qu'à défaut de disposer des disponibilités suffisantes pour régler sa dette fiscale, elle se verrait contrainte de solliciter la remise actuellement litigieuse, en précisant toutefois qu'une légère reprise de ses activités commerciales pourrait être constatée à l'heure actuelle, de sorte qu'elle espère pouvoir redémarrer une activité normale. Souhaitant toutefois éviter un risque de faillite qui pèserait actuellement sur elle, ce qui aurait également pour conséquence dans le chef de son administrateur-délégué de ne pas pouvoir exercer des fonctions de dirigeant pendant un certain temps, elle souhaite voir réformer la décision directoriale sous analyse afin que le paiement de sa dette fiscale lui fixée par les bulletins d'impôt litigieux pour les années d'imposition 2002 et 2003 ne rende impossible un redémarrage de ses activités économiques.

En substance, elle soutient que la décision litigieuse mettrait en péril sa survie économique, de sorte qu'une rigueur subjective serait établie en cause.

Le paragraphe 131 AO dispose ce qui suit : « *Sur demande dûment justifiée du contribuable endéans les délais du § 153 AO, le directeur de l'administration des Contributions directes ou son délégué accordera une remise d'impôt ou même la restitution, dans la mesure où la perception d'un impôt dont la légalité n'est pas contestée entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable. Sa décision est susceptible d'un recours au tribunal administratif, qui statuera au fond* ».

Une remise gracieuse n'est envisageable que si, soit objectivement *ratione materiae*, soit subjectivement *ratione personae* dans le chef du contribuable concerné, la perception de l'impôt apparaît comme constituant une rigueur incompatible avec le principe d'équité (cf. trib. adm. 5 mars 1997, n° 9220 du rôle, Pas. adm. 2006, v° Impôts, n° 285). Une demande de remise gracieuse s'analyse exclusivement en une pétition du contribuable d'être libéré, sur base de considérations tirées de l'équité, de l'obligation de régler une certaine dette fiscale et ne comporte ainsi aucune contestation de la légalité de la fixation de cette même dette (cf. trib. adm. 27 octobre 1999, n° 11196 du rôle, confirmé par Cour adm. 30 mars 2000, n° 11703C du rôle, Pas. adm. 2006, v° Impôts, n° 285).

Une rigueur objective peut résulter d'une fausse application de la loi fiscale ayant entraîné au détriment du contribuable la fixation d'un montant d'impôt trop élevé (cf. C.E. 4 août 1962, Schaaff, n° 5805 du rôle; 10 juillet 1981, Schaack-Floener, n° 6852 du rôle). Elle se conçoit en effet en une iniquité de l'imposition en elle-même, tout comme elle peut

résulter des délais et effets de la procédure d'imposition (cf. trib. adm. 6 février 2002, n° 13346 du rôle, confirmé par Cour adm. 11 juin 2002, n° 14725C du rôle, Pas. adm. 2006 V° Impôts, n° 289). La décision sur l'existence d'une rigueur objective doit tendre à aboutir à la solution que le législateur aurait prise s'il avait eu à régler la situation.

Or, en l'espèce, la demanderesse ne fait état d'aucune rigueur objective qui justifierait une décision de remise gracieuse de ses impôts.

Concernant la rigueur subjective, une remise gracieuse n'est justifiée que si la situation personnelle du contribuable est telle que le paiement de l'impôt compromet son existence économique et le prive des moyens de subsistance indispensables (cf. trib. adm. 12 janvier 2000, n° 10661 du rôle, confirmé par Cour adm. 16 mai 2000, n° 11844C du rôle, Pas. adm. 2006, V° Impôts, n° 286).

En l'espèce, il ressort tout d'abord des explications fournies par la demanderesse tant dans ses mémoires qu'au cours des plaidoiries que d'après elle la rigueur subjective devrait notamment consister dans la situation personnelle de son administrateur-délégué. Or, de telles considérations, qui n'ont aucun rapport direct avec la demanderesse, ne sont pas de nature à justifier une remise gracieuse dans le chef de la société demanderesse pour laquelle ledit administrateur-délégué travaille.

En ce qui concerne en deuxième lieu la situation économique de la demanderesse et plus particulièrement sa survie économique ainsi que son absence de liquidités afin de régler la dette fiscale litigieuse, il échet de constater que la société ... n'a pas rapporté à suffisance de droit la preuve d'une rigueur subjective dans son chef du fait de l'obligation de régler les dettes d'impôt susvisées. En effet, le simple fait qu'une société ne dispose pas des liquidités nécessaires pour procéder au paiement des impôts lui fixés par l'administration fiscale et le risque encouru par elle de tomber en faillite au cas où elle devrait procéder audit paiement ne constituent pas, à eux seuls, des raisons suffisantes de nature à établir dans son chef une rigueur subjective au sens de la loi, qui devrait entraîner une remise gracieuse des impôts qui ont légalement pu lui être fixés par l'administration fiscale. En l'absence d'autres éléments permettant d'établir, dans le chef de la société, une rigueur subjective, le moyen afférent est à rejeter pour ne pas être fondé, étant entendu que la situation personnelle et familiale de l'administrateur-délégué de la société ne saurait être prise en considération pour justifier et établir un cas de rigueur subjective dans le chef de la société. Il échet encore de relever dans ce contexte qu'il n'est pas établi en cause que le règlement des impôts dus entraînerait la faillite de la société.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le recours sous analyse est à rejeter comme n'étant pas fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties,

se déclare compétent pour connaître du recours en réformation,

le déclare irrecevable dans la mesure où il tend à obtenir la remise gracieuse de l'impôt sur la fortune pour l'année 2004,

le déclare recevable pour le surplus,

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute,

condamne la société demanderesse aux frais.

Ainsi jugé par:

M. SCHOCKWEILER, premier vice-président,

M. SCHROEDER, premier juge,

M. SPIELMANN, premier juge,

et lu à l'audience publique du 27 décembre 2007 par le premier vice-président, en présence de Mme WILTZIUS, greffier de la Cour administrative, greffier assumé

s. Wiltzius

s. Schockweiler